

Au-delà des facteurs externes – dépendance à l'égard d'acteurs tels que le Hezbollah, l'Iran et la Russie – la guerre a affaibli le contrôle du régime sur l'État et ses institutions, ce qui a conduit à sa chute.

Gabriel Garroum Pla, chercheur postdoctoral à l'Universitat Pompeu Fabra (UPF).

L'ESSOR ET LA CHUTE DU RÉGIME DES AL ASSAD

À partir des années 1950, le parti Baas est devenu l'appareil politique le plus à même d'unifier les multiples fragments de la société syrienne postérieure à l'indépendance du Mandat français. La promulgation d'un nationalisme séculier arabe a été particulièrement efficace pour consolider une large base de soutien, où les minorités arabophones et d'ethnie arabe et la majorité sunnite du pays pouvaient converger. Cette capacité initiale à surmonter les divisions de classe et de confession qui divisaient les Syriens s'est traduit par un soutien massif parmi les ouvriers et les paysans, les officiers de l'armée et les enseignants, les classes moyennes urbaines et les bases rurales.

En 1963, après l'échec de l'expérience de la République arabe unie avec l'Égypte de Gamal Abdel Nasser, un groupe d'officiers alaouites mené par Mohamed Omran, Salah Jadid et Hafez Al Assad devient l'épine dorsale de la première présidence baasiste sous la direction d'Amin Al Hafez. Comme l'explique Raymond Hinnebusch, le Baas connut une importante mutation idéologique : les nouveaux dirigeants, issus de milieux moins aisés, ruraux et minoritaires, se heurtèrent aux secteurs de la classe moyenne urbaine fondateurs du parti, ce qui fut renforcé par le coup d'État de Salah Jadid en 1966 et le triomphe d'un programme résolument socialiste. Cependant, la défaite contre Israël en 1967 et la perte du plateau du Golan conduisent à l'émergence d'une aile plus pragmatique qui cherche à inverser les politiques radicales et révolutionnaires, en adoptant un discours centré sur l'urgence de mener la guerre contre Israël et de récupérer les territoires perdus. Ainsi, en

novembre 1970, le ministre de la Défense Hafez Al Assad, avec le soutien de hauts gradés de l'armée syrienne et d'éléments de la bourgeoisie, renverse Salah Jadid et entame le « mouvement correctif » dans le but de consolider l'État syrien, jusqu'alors fragile.

Les turbulences et la succession de coups d'État qui ont caractérisé la période antérieure à 1970 font place à un régime qui cimente son contrôle de l'appareil de l'État par une combinaison de modération idéologique, concentration du pouvoir, déploiement intensif de la coercition, instrumentalisation des fractures confessionnelles et de classe dans la société syrienne, et articulation d'une économie politique patrimonialiste et clientéliste.

Contrairement au gouvernement de Salah Jadid, Hafez Al Assad réintroduit l'islam comme pilier du discours étatique. Son programme de stabilité, de libéralisation économique sélective et de rapprochement avec les secteurs urbains de la bourgeoisie a nécessité un certain degré d'accommodement entre les origines alaouites du régime et les instances religieuses du pays. Il a également encouragé une réinterprétation de l'arabisme qui a trouvé un meilleur écho auprès de la communauté politique syrienne. L'arabisme était ainsi mis au service de l'unité interne et de la construction de l'État, récalibrant le ton révolutionnaire de l'ancien régime baasiste, comme le souligne Malik Mufti.

La promulgation d'une nouvelle Constitution en 1973 a fait du parti Baas le pilier de l'État et de la société et a consolidé l'État d'urgence, ce qui a entraîné une identification progressive du parti avec le leader



et du leader avec l'État. Il ne fait aucun doute que la coercition et l'exercice de la violence ont joué un rôle essentiel dans le maintien de cette concentration du pouvoir. Comme l'affirme Drysdale, l'appareil répressif d'Al Assad s'est scindé en une garde prétorienne dominée par les alaouites et une armée professionnelle au recrutement beaucoup plus large, particulièrement efficace pour intégrer dans l'appareil étatique les masses sunnites des provinces rurales et périphériques du pays. En outre, un vaste réseau de services de renseignement (*moukhabarat*) et le recours à la force militaire, lorsque le régime était menacé à la fin des années 1970 et au début des années 1980, ont permis de consolider sa survie dans une culture de la peur croissante.

Ainsi, note Raymond Hinnebusch, la construction de l'appareil de l'État par Al Assad était basée sur le développement d'une structure autoritaire-populiste par le biais de nouvelles institutions de parti unique et corporatistes, ainsi que sur un contrôle fort de la bureaucratie et de l'appareil militaire et sur la mobilisation d'une base de soutien solide et transversale – de classe, d'origine et de confession religieuse. La transformation de l'État syrien en une source clientéliste, où la loyauté envers Hafez Al Assad était un élément indispensable, a remodelé la politique. Des avantages privés ont été obtenus grâce à la loyauté, obligeant les individus et les groupes à rivaliser pour accéder aux sphères du pou-

Photos de Hafez et Bachar Al Assad à l'entrée de la caserne militaire de la Garde républicaine, responsable de la sécurité dans la zone située au pied du mont Qasioun, après la chute du régime en Syrie. Damas, le 4 janvier 2025./EMIN SANSAR/ANADOLU VIA GETTY IMAGES

La Constitution de 1973 a fait du parti Baas le pilier de l'État et de la société, ce qui a entraîné une identification progressive du parti avec le leader et du leader avec l'État

voir de l'État afin de satisfaire leurs besoins en matière d'emploi, d'éducation ou même de procédures administratives. Le capital social et les liens avec des personnalités proches du régime sont devenus essentiels pour ouvrir la porte du réseau clientéliste, comme l'explique Volker Perthes dans son analyse de l'économie politique du Baas en Syrie.

L'incapacité de l'insurrection islamiste de la fin des années 1970 et du début des années 1980 à mobiliser la base sunnite au-delà des petits commerçants urbains et des religieux a démontré la capacité du régime à survivre. Cependant, en cooptant et en gérant les lignes de conflit existantes dans la société syrienne, Hafez Al Assad a exacerbé les différences et les tensions entre les communautés et les classes au lieu de les dissoudre. Comme le note l'architecte syrien Omar Abdulaziz Hal-laj, alors que le régime prônait officiellement le panarabisme, le sécularisme et l'homogénéité du territoire national, son système de gouvernance a généré un modèle de clientélisme politique très asymétrique qui a de plus en plus polarisé la société.

Le conflit armé a brisé les lignes de commandement hiérarchiques entre le cercle intime du président et de nombreuses sous-branches locales des agences de sécurité

Le déclin de la construction de l'État par Hafez Al Assad est devenu pleinement évident après 2000, lorsque son fils Bachar est arrivé au pouvoir. Les politiques néolibérales de Bachar Al Assad ont érodé le contrat social baasiste. La contraction de l'appareil du parti et des institutions corporatistes a réduit la capacité du régime à pénétrer la Syrie sunnite rurale, rétrécissant sa base de pouvoir et favorisant une dépendance excessive à l'égard des cercles familiaux et d'un amalgame croissant de « capitalistes de connivence » résultant des politiques néolibérales. Les effets sur la capacité du régime à gouverner et à gérer les fractures socio-politiques du pays ont été remarquables. D'une part, le régime a perdu son vaste réseau clientéliste, qui ne couvrait plus l'ensemble du territoire syrien et privait la base sunnite des provinces périphériques d'avantages et de ressources. D'autre part, les ressources économiques se concentrant autour d'un noyau de plus en plus sectaire, hermétique et centré sur la famille Al Assad, la dynamique perçue de la discrimination sectaire contre la majorité du pays a rendu le régime encore plus vulnérable à une opposition islamiste montante, surtout depuis l'invasion de l'Irak. Finalement, comme le souligne Hinnebusch, les fractures de la révolte en Syrie ont pris une forme particulière qui reflétait à la fois le succès et les vulnérabilités des politiques de Bachar. La répartition inégale des bénéfices de l'économie politique du régime a conduit à l'expansion du soulèvement dans les périphéries rurales, les villages et les banlieues urbaines, tandis que, pendant la majeure partie de la guerre civile, le soutien au régime a perduré dans les centres urbains, en particulier parmi les classes moyennes sécularisées.

LA GUERRE CIVILE SYRIENNE ET LA FRAGMENTATION DU RÉGIME DE BACHAR AL ASSAD

Le conflit en Syrie a connu plusieurs phases et fluctuations depuis 2011. La période débutant en décembre 2016, lorsque la ville d'Alep, divisée pendant plus de quatre ans, est tombée aux mains du régime avec la forte participation de l'aviation russe et des troupes du Hezbollah, est particulièrement pertinente. Si le régime de Bachar Al Assad semblait auparavant voué à tomber en combat – les forces rebelles avaient fini par contrôler plus de la moitié du pays – après la chute d'Alep, le conflit syrien est entré dans une phase qui indiquait une consolidation progressive du régime. Alors qu'Al Assad accumulait les victoires sur des fronts clés (notamment

dans la Ghouta de Damas et à Deraa au cours de l'année 2018), plusieurs forces d'opposition chapeautées par l'Armée syrienne libre et le spectre salafiste-djihadiste (prédominant depuis 2013-2014) ont été considérablement affaiblies. Avec la disparition de l'organisation État islamique sur le terrain en 2019 et la réduction des poches de contrôle rebelle à la seule province d'Idlib, Bachar Al Assad a vu son contrôle sur la grande majorité du territoire rétabli, malgré la fragmentation du pays suite aux invasions turques dans le Nord et à la consolidation de l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie dirigée par les Kurdes.

Ainsi, le tableau syrien avant 2024 présentait un paradoxe intéressant. D'une part, la fragmentation du pays après 13 ans de guerre civile, avec des interventions internationales significatives, indiquait que le régime était l'une des composantes intégrales de la faiblesse de l'État syrien et que, malgré la survie de Bachar Al Assad, sa capacité à exercer sa souveraineté sur le pays était très limitée. D'autre part, la victoire militaire du régime plaçait Al Assad au rang de vainqueur de la guerre et démontrait la résilience et la capacité du modèle baasiste établi en 1970, ramenant l'appareil de l'État et une grande partie de la Syrie à un apparent *status quo ex-ante*. De plus, le régime a montré sa capacité à ouvrir des questions plus caractéristiques des processus post-conflit, telles que la reconstruction matérielle du pays, le retour des personnes déplacées et sa propre réhabilitation diplomatique.

Cependant, le conflit armé a considérablement affecté les fonctions, la capacité et l'action politique des institutions par lesquelles l'État contrôle la Syrie. Si, avant 2011, les institutions et les mécanismes du pouvoir étatique étaient subordonnés à l'appareil de sécurité du régime et à un vaste réseau d'intermédiaires, de groupes et de cliques autour de la famille Al Assad, le régime a progressivement perdu cette mainmise sur l'appareil étatique. Cette transformation va bien au-delà de la perte de contrôle d'une partie du territoire ou même de la fragmentation *de facto* de la souveraineté syrienne : il s'agit de la mutation du régime lui-même et des institutions de l'État après plus d'une décennie de conflit armé. La montée en puissance d'acteurs opportunistes ayant une « relation transactionnelle » avec les autorités du régime – pour reprendre la terminologie de l'étude de Khatib et Sinjab de 2018 – a réduit la capacité de ce dernier à dominer l'appareil sécuritaire et donc la gouvernance des territoires sous son contrôle. Cette transformation a eu lieu dans trois sphères interdépendantes : les agences de sécurité/divisions militaires du régime, les élites du pouvoir et la pénétration d'acteurs extérieurs dans l'appareil de l'État.

Tout d'abord, le conflit armé a brisé les lignes de commandement hiérarchiques entre le cercle intime du président et de nombreuses sous-branches locales des agences de sécurité. Par conséquent, ces sous-branches ont commencé à fonctionner de manière presque indépendante. À Damas et Alep, l'hybridation des agences de sécurité et leur concurrence pour le contrôle des différents quartiers urbains ont entraîné une énorme insécurité pour les habitants au cours des dernières années. Le rôle de la Quatrième division, une formation d'élite

Tandis qu'Hafez Al Assad était parvenu à mettre en place un système clientéliste et une économie patrimoniale capables de naviguer les fractures sociales et sectaires, l'adaptation autoritaire de Bachar a été nécessaire pour survivre sur le champ de bataille, mais pas suffisante pour consolider son contrôle de l'État

du régime dépendant de la Russie et dirigée par Maher Al Assad, frère de Bachar, qui a étroitement contrôlé de nombreux *checkpoints* et même certaines activités liées à la reconstruction du pays, est particulièrement remarquable, comme le montre l'étude d'Ayman Aldasouky pour le projet *Wartime and Post-Conflict in Syria* (WCPCS) du European University Institute.

Par ailleurs, le durcissement des hostilités pendant une grande partie de la guerre et les limites de la capacité militaire régulière du régime ont permis l'émergence de milices irrégulières associées à l'État, qui ont été tolérées et même encouragées par le régime pour renforcer l'armée. Comme le soulignent des analystes tels que Kheder Khaddour et Charles Lister, le rôle croissant des Kataeb al Baath ou Forces de défense nationale, financées par des personnalités proches d'Al Assad et de l'économie clientéliste syrienne telles que Rami Makhoul et dotées d'une composante sectaire notable, a fini par affaiblir davantage le régime à long terme.

Deuxièmement, alors que le régime des Al Assad a toujours été caractérisé par l'existence de cercles de pouvoir et d'acteurs clientélistes autour du gouvernement, pendant la guerre ce réseau s'est étendu et modifié pour inclure de nouveaux bénéficiaires issus de l'économie de guerre, au point d'en dépendre pour remplir certaines fonctions de base de la gouvernance de l'État sans en faire partie et en poursuivant leurs propres intérêts particuliers. Dans la gestion des douanes, l'approvisionnement en eau, la production et la distribution du pétrole, entre autres, le régime s'est appuyé sur des groupes locaux et privés pour assurer le fonctionnement quotidien de l'État. Comme Shaar et Heydemann l'ont récemment affirmé, la nécessité de contourner les sanctions internationales imposées aux hommes d'affaires favorables au régime a contraint ce dernier à trouver de nouvelles figures pour faciliter la production de ressources et d'activités lucratives, augmentant ainsi sa dépendance à l'égard des nouveaux seigneurs de la guerre.

Troisièmement, le rôle croissant de la Russie et de l'Iran, et dans une moindre mesure du Hezbollah, pour combler les lacunes du régime en termes de personnel et de puissance militaire, a engendré une concurrence et une fragmentation sur le terrain dans les zones nominale-ment sous leur contrôle, laissant l'appareil de sécurité sans direction centralisée. Si l'arrivée de membres du Hezbollah, des Gardiens de la révolution iraniens, des milices chiites irakiennes et des forces russes a permis à Al Assad de reprendre le contrôle d'une grande partie du pays à partir de 2016, l'affaiblissement progressif de

l'État et la concurrence entre les forces paramilitaires soutenues par l'Iran et la Russie, qui disposent de mécanismes d'influence antagonistes, ont fini par réduire à néant le contrôle du régime sur l'appareil répressif de l'État. Comme l'a montré une étude de 2022 de l'International Crisis Group, à Alep, et en particulier dans les quartiers est et sud de la ville (les plus durement touchés par la guerre), de multiples acteurs ayant des connexions internationales différentes ont ouvertement rivalisé pour le pillage des biens, l'économie illécite et le contrôle du territoire.

CONCLUSIONS : VERS UNE SYRIE POST-ASSAD

Malgré les victoires militaires du régime dirigé par Bachar Al Assad à partir de 2016 et la restauration du contrôle de l'État sur une grande partie du pays, sa victoire apparente et le retour au *statu quo* d'avant-guerre n'étaient guère plus qu'un mirage. La guerre civile, qui a duré plus d'une décennie, a non seulement fragmenté l'opposition anti-Assad, mais aussi le régime lui-même, qui n'avait plus le contrôle effectif de l'appareil de sécurité et des institutions de gouvernance de l'État. Tandis qu'Hafez Al Assad était parvenu à mettre en place un système clientéliste et une économie patrimoniale hautement adaptables, capables de naviguer les fractures sociales et sectaires du pays malgré des moments d'opposition significatifs, l'adaptation autoritaire de Bachar Al Assad pendant la guerre civile était nécessaire pour survivre sur le champ de bataille, mais pas suffisante pour consolider son contrôle de l'État. Au niveau militaire, de la sécurité et de la gouvernance, la concurrence entre les différentes factions fidèles à Al Assad, les milices irrégulières et la pénétration d'acteurs extérieurs tels que la Russie et l'Iran dans l'appareil de sécurité et le contrôle social quotidien ont contribué à l'affaiblissement croissant du régime.

Il ne fait aucun doute que la chute du régime de Bachar Al Assad en décembre 2024, après près de 14 ans de conflit armé, et du parti Baas après plus d'un demi-siècle au pouvoir, peut s'expliquer par de nombreux facteurs, tant nationaux qu'internationaux. Cependant, l'absence d'opposition aux avancées de Hayat Tahrir al Cham, la défection de figures clés de l'appareil coercitif du régime et la dépendance totale à l'égard d'acteurs tels que le Hezbollah, l'Iran et la Russie – qui n'ont montré aucune capacité ou volonté d'intervenir – ont démontré que toute lueur d'une ère d'après-guerre avec Al Assad à la tête du pays était extrêmement fragile./